Affaire C-632/22

Demande de décision préjudicielle

Date de dépôt :

10 octobre 2022

Juridiction de renvoi :

Tribunal Supremo (Cour suprême, Espagne)

Date de la décision de renvoi :

7 octobre 2022

Partie requérante :

AB Volvo

Partie défenderesse :

Transsaqui S. L.

[OMISSIS]

[Questions de procédure interne]

TRIBUNAL SUPREMO (COUR SUPRÊME, ESPAGNE)

Chambre civile

Ordonnance [OMISSIS]

[OMISSIS]

[Formation de jugement]

Madrid, le 7 octobre 2022

[OMISSIS] [Identité du magistrat rapporteur]

EN FAIT

PREMIÈREMENT. Antécédents pertinents

- 1 Le 12 juillet 2018, la société Transsaqui S.L. a introduit une action devant les juridictions du commerce de Valence (Espagne) contre la société AB Volvo, en vue d'obtenir la réparation du préjudice subi lors de l'achat de deux camions au cours de l'année 2008, résultant du surcoût causé par l'entente entre les fabricants de camions sanctionnée par la décision Commission européenne du 19 juillet 2016, relative à une procédure d'application de l'article 101 TFUE et de l'article 53 de l'accord EEE (Affaire AT.39824 – Camions) (ci-après la « décision de la Commission »). Transsaqui a fondé cette action sur les articles 72 et 76 de la Ley 15/2007, de 3 de julio, de defensa de la competencia (loi 15/2007, du 3 juillet 2007, relative à la protection de la concurrence, ci-après la « loi 15/2007 »), sur la décision de la Commission, ainsi que sur la directive 2014/104/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 novembre 2014, relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne (JO 2014, L 349, p. 1). Transsaqui S.L. a évalué ce surcoût à 24 420,69 euros, qu'elle réclame à AB Volvo.
- 2 Dans sa requête, Transsaqui S.L. a exposé que le siège social de AB Volvo était situé à 405 08 Göteborg, en Suède, mais a indiqué que l'adresse à laquelle il fallait signifier l'assignation à comparaître était le siège de la filiale de cette société en Espagne, à savoir Volvo Group España S.A.U (société anonyme unipersonnelle), établie calle Basauri, 7-9, à Madrid, Espagne.
- 3 Le juzgado mercantil número 1 de Valencia (tribunal de commerce n° 1 de Valence, Espagne), saisi du litige (ci-après le « tribunal »), a déclaré l'action admissible. Afin d'assigner la défenderesse AB Volvo à comparaître à la procédure et à répondre à la demande, le tribunal lui a envoyé par courrier recommandé, au siège de Volvo Group España S.A.U. (Calle Basauri, 7-9, Madrid, Espagne), une lettre contenant une copie de la requête et des documents qui l'accompagnaient. La réception de cette lettre a été refusée avec une note manuscrite indiquant l'adresse de AB Volvo en Suède.
- 4 Le tribunal a accordé à Transsaqui S.L. une audience sur ce rejet de l'assignation ainsi que de la requête et de sa documentation. Transsaqui S.L. a présenté des observations dans lesquelles elle a qualifié le refus de Volvo Group España S.A.U. de recevoir l'assignation dirigée contre AB Volvo de manœuvre dilatoire de mauvaise foi, étant donné que Volvo Group España S.A.U. était détenue à 100 % par AB Volvo, « de sorte qu'il s'agit de la même entreprise au sens du droit de la concurrence ».
- 5 Le 22 mai 2019, le tribunal a rendu une décision par laquelle il a accepté, sur la base du « principe d'unité d'entreprise », que la défenderesse AB Volvo soit assignée à comparaître au domicile de sa filiale en Espagne Volvo Group España S.A. U., assignation en vue de laquelle il a envoyé une demande de coopération judiciaire aux juridictions de Madrid.

- 6 Le service des notifications des juridictions de Madrid a tenté d'assigner AB Volvo à l'adresse de sa filiale, Volvo Group España S.A.U., en date du 5 septembre 2019, mais lorsque la délégation de la juridiction s'est rendue à cette adresse, un avocat, qui s'est présenté comme le « représentant légal de Volvo Group España S.A.U. », a refusé la signification. Pour justifier ce refus, l'avocat a fait valoir que l'assignation devait être signifiée au siège social d'AB Volvo en Suède, ce qui a été repris dans l'acte constatant l'échec de la signification. Cependant, lors d'une tentative ultérieure de signification à « AB Volvo par l'intermédiaire de sa filiale Volvo Group España S.L. », effectuée le 30 octobre 2019 à l'adresse de cette dernière, calle Basauri 7-9 à Madrid, par le service des notifications des juridictions de Madrid, l'assignation a effectivement été signifiée à une personne qui s'est identifiée comme appartenant au service juridique.
- 7 Lors de chaque tentative de signification à AB Volvo à l'adresse de sa filiale espagnole Volvo Group España S.A.U., cette dernière a envoyé une lettre au tribunal de commerce expliquant pourquoi elle n'acceptait pas de recevoir l'assignation ou la signification destinée à AB Volvo. Ces raisons peuvent être résumées comme suit :
- Volvo Group España S.A.U. est une société du groupe dont AB Volvo fait également partie avec d'autres sociétés. Volvo Group España S.A.U. est cependant une personne morale distincte d'AB Volvo et n'est ni un administrateur d'AB Volvo, « ni investie du pouvoir de recevoir des assignations au nom d'une entité autre que Volvo Group España S.A. ».
 - La société défenderesse doit être assignée à son siège social, conformément au droit de la procédure espagnol. Le Tribunal Constitucional (Cour constitutionnelle, Espagne) a établi une jurisprudence très exigeante en ce qui concerne la signification à personne des actes de procédure. Plusieurs Cours supérieures de justice ont jugé, dans des litiges en indemnisation du préjudice causé par l'entente dite « des camions », que l'assignation à comparaître doit être signifiée au siège de la société mère défenderesse situé dans un autre État membre, et non au siège d'une société filiale en Espagne, malgré les liens entre les sociétés.
 - Lorsque le défendeur est domicilié hors d'Espagne dans un autre État membre de l'Union européenne, comme dans le cas d'AB Volvo, la signification doit être effectuée conformément au règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil, du 13 novembre 2007, relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (signification ou notification des actes), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil (JO 2007, L 324, p. 79).

- La partie requérante ne peut pas se soustraire aux dispositions régissant l’assignation à comparaître en ayant fictivement recours à des adresses alternatives sans rapport avec la partie défenderesse. Si la partie requérante agit de la sorte, son comportement constitue un motif de révision de la décision qui pourrait être rendue, en raison de l’existence d’une manœuvre frauduleuse [article 510, paragraphe 1, point 4, de la Ley 1/2000, de 7 de enero, de Enjuiciamiento Civil (loi 1/2000, du 7 janvier 2000, relative à la procédure civile) (ci-après la « LEC »)]. Un tel comportement peut également avoir pour conséquence la non-reconnaissance, dans un autre État membre, d’une décision rendue par défaut à l’encontre de la partie défenderesse [article 45, paragraphe 1, sous b), du règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l’exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) (JO 2012, L 351, p. 1)]
- 8 Le tribunal a considéré que l’assignation avait été valablement signifiée à AB Volvo. Cette société n’ayant pas comparu à la procédure dans le délai qui lui était imparti, le tribunal l’a déclarée défaillante et a convoqué les parties à l’audience préliminaire prévue par le droit de la procédure espagnol afin de clarifier les termes du litige et de proposer des preuves. Le tribunal a tenté de signifier ce jugement à AB Volvo à l’adresse de Volvo Group España S.A.U., mais cette société a une nouvelle fois refusé la signification et a de nouveau fait valoir que le siège social d’AB Volvo était établi en Suède.
 - 9 Le tribunal a poursuivi la procédure et a rendu en date du 26 février 2020 un jugement faisant droit à la demande de Transsaqui S.L. et condamnant AB Volvo à verser une indemnité de 24 420,69 euros, majorée des intérêts légaux à compter de la date d’achat des camions, ainsi qu’aux dépens.
 - 10 Le tribunal a notifié le jugement à AB Volvo par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l’adresse de la filiale Volvo Group España S.A.U., calle Basauri 7-9 à Madrid, qui a été acceptée le 10 mars 2020 par la personne que les services postaux ont trouvée à cette adresse, comme l’indique l’accusé de réception signé par cette personne renvoyé au tribunal.
 - 11 Volvo Group S.A.U. a envoyé une lettre au tribunal dans laquelle elle a réfuté que le jugement ait été notifié à AB Volvo à l’adresse de sa filiale en Espagne et a réitéré les arguments qu’elle avait avancés dans des communications précédentes par lesquelles elle avait rejeté d’autres notifications.
 - 12 Transsaqui S.L. a demandé au tribunal de taxer les dépens auxquels AB Volvo avait été condamnée. Le tribunal, qui a considéré que son jugement était définitif, a procédé à cette taxation de dépens, dans laquelle ont été inclus les frais d’avoué et les honoraires de l’avocat de Transsaqui S.L. ainsi que les honoraires de l’expert qui a tracé le rapport d’expertise soumis par Transsaqui S.L. avec sa requête. Par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l’adresse de

sa filiale en Espagne, 7-9 rue Basauri, Madrid, le tribunal a ensuite invité la société AB Volvo, qui avait été condamnée aux dépens, à une audience de taxation afin qu'elle puisse éventuellement contester ceux-ci. La communication a été remise à la personne que les services postaux ont trouvée à cette adresse, qui a signé l'accusé de réception.

- 13 Quelques jours plus tard, Volvo Group España S.A.U. a envoyé une lettre au tribunal dans laquelle elle a réfuté que la taxation des dépens imputés à AB Volvo ait été notifiée à l'adresse de sa filiale en Espagne, pour les raisons indiquées dans les communications précédentes.
- 14 Le tribunal a considéré que AB Volvo n'avait pas contesté les dépens dans le délai prévu par la loi et a rendu une décision approuvant leur taxation à la somme de 8 310,64 euros.
- 15 Le tribunal a notifié cette dernière décision à AB Volvo par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse de la filiale Volvo Group España S.A.U., 7-9, calle Basauri, Madrid, où elle a été acceptée par la personne que les services postaux ont trouvée à cette adresse, qui a signé l'accusé de réception. Quelques jours plus tard, Volvo Group España S.A.U. a envoyé une lettre au tribunal dans laquelle elle a une nouvelle fois réfuté qu'un acte de procédure adressé à AB Volvo lui ait été envoyé, en réitérant les arguments exposés dans les précédentes lettres de refus envoyées au tribunal.
- 16 Transsaqui S.L. a demandé au tribunal d'exécuter le jugement rendu dans le cadre de la procédure contre AB Volvo. Le tribunal a accepté et a sommé AB Volvo de déclarer dans un délai de dix jours les biens et droits dont elle était titulaire, en vue de leur saisie. Les décisions rendues à ces fins ont été notifiées au siège de la filiale Volvo Group España S.A.U., calle Basauri, 7-9, Madrid, en date du 17 mars 2021.
- 17 Le 15 juin 2021, AB Volvo a saisi la chambre civile de la Cour de céans d'une demande de révision du jugement définitif par lequel le tribunal l'a condamnée par défaut à indemniser Transsaqui S.L. pour le préjudice causé par l'infraction au droit de la concurrence. AB Volvo a fait valoir que Transsaqui S.L. avait obtenu le jugement par le biais d'une « manœuvre frauduleuse ». Celle-ci aurait consisté à communiquer au tribunal, aux fins d'assigner AB Volvo à comparaître, une adresse de signification qui n'était pas le siège social de cette société en Suède, mais l'adresse de sa filiale en Espagne. Cela aurait eu pour conséquence que AB Volvo n'aurait pas été citée à comparaître en Suède et aurait été déclarée défaillante, sans pouvoir se défendre dans la procédure.
- 18 Étant donné que la révision d'un jugement définitif doit être demandée dans un délai de trois mois à compter de la connaissance du motif de révision, AB Volvo a déclaré avoir eu une « connaissance indirecte » du jugement de condamnation lorsque les décisions ordonnant son exécution ont été notifiées à l'adresse de sa filiale en Espagne le 17 mars 2021.

- 19 Après que la Cour de céans a accepté de traiter la demande de révision et l'a notifiée à Transsaqui S.L., cette dernière s'est opposée à la révision du jugement et a nié que la communication du domicile de la filiale en Espagne (Volvo Group España S.A.U.) comme adresse de notification constitue une manœuvre frauduleuse.
- 20 Aux fins du présent renvoi préjudiciel, Transsaqui S.L. a fait valoir qu'AB Volvo avait agi de mauvaise foi en adoptant une stratégie procédurale malveillante, que le tribunal avait accepté que l'assignation à comparaître et les notifications à AB Volvo soient signifiées à l'adresse de Volvo Group España S.A.U. pour des raisons d'économie de procédure et conformément au principe d'unité d'entreprise entre la société mère et la filiale, et que le refus de Volvo Group España S.A.U. de recevoir l'assignation à comparaître et les notifications destinées à sa société mère AB Volvo, au seul motif qu'elles étaient des personnes morales différentes, n'était pas fondé, car la société mère et la filiale doivent être considérées comme une seule entreprise aux fins du droit de la concurrence. Transsaqui S.L. a également critiqué le fait qu'AB Volvo ait décidé de se déclarer informée de l'existence du jugement rendu à son encontre au moment où les décisions du tribunal de commerce visant à l'exécution dudit jugement ont été signifiées au siège social Volvo Group España S.A.U., et non au moment des diverses notifications précédemment signifiées de la même manière en cours de procédure. Transsaqui S.L. a ajouté que AB Volvo a voulu poser tous les obstacles possibles aux milliers de requérants qui ont intenté des actions contre elle afin de compliquer l'accès à un recours juridictionnel effectif pour ces milliers d'indépendants, PME et micro-PME, afin qu'un certain nombre d'entre eux se désiste de leur action. Transsaqui S.L. conclut qu'AB Volvo avait connaissance de la procédure, mais n'a pas voulu y comparaître pour exercer ses droits.

DEUXIÈMEMENT. [OMISSIS]

[Identification des parties]

3. Le ministère public est également partie à la procédure de révision, comme le prévoit le droit de la procédure espagnol.

EN DROIT

PREMIÈREMENT. Le droit de l'Union

- 1 L'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après la « Charte »), intitulé « Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial », dispose, en ses premier et deuxième alinéa :

« Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article.

Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter ».

2 L'article 53 de la Charte, intitulé « Niveau de protection », dispose :

« Aucune disposition de la présente Charte ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union, ou tous les États membres, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que par les constitutions des États membres. »

3 L'article 101, paragraphes 1 et 2, TFUE, dispose :

« 1. Sont incompatibles avec le marché intérieur et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché intérieur, et notamment ceux qui consistent à :

- a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,
- b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,
- c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement,
- d) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit. »

4 La Cour de justice de l'Union européenne a consacré le droit à la réparation intégrale de toute personne physique ou morale ayant subi un préjudice causé par une infraction au droit de la concurrence et a en outre souligné l'importance de la pleine efficacité de l'article 101 TFUE dans le système de protection de la

concurrence du droit de l'Union. Aux termes de son arrêt du 6 octobre 2021, Sumal (C-882/19, EU:C:2021:800) [OMISSIS] :

« 33. La pleine efficacité de l'article 101 TFUE et, en particulier, l'effet utile de l'interdiction énoncée à son paragraphe 1 seraient mis en cause si toute personne ne pouvait demander réparation du dommage que lui aurait causé un contrat ou un comportement susceptible de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence [...].

34. Ainsi, toute personne est en droit de demander réparation du préjudice subi lorsqu'il existe un lien de causalité entre ledit préjudice et une entente ou une pratique interdite par l'article 101 TFUE [...], étant entendu que la détermination de l'entité tenue de réparer le préjudice causé par une infraction à l'article 101 TFUE est directement régie par le droit de l'Union [...].

35. Ce droit de toute personne de demander réparation d'un tel préjudice renforce le caractère opérationnel des règles de concurrence de l'Union et est de nature à décourager les accords ou les pratiques, souvent dissimulés, susceptibles de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, en contribuant ainsi au maintien d'une concurrence effective dans l'Union [...].

36. En effet, au-delà de la réparation même du préjudice allégué, l'ouverture d'un tel droit concourt à l'objectif de dissuasion qui est au cœur de l'action de la Commission, laquelle a le devoir de poursuivre une politique générale visant à appliquer en matière de concurrence les principes fixés par le traité FUE et à orienter en ce sens le comportement des entreprises [...]. Cette ouverture est ainsi de nature non seulement à remédier au dommage direct qu'allègue avoir subi la personne en question, mais également aux dommages indirects portés à la structure et au fonctionnement du marché, qui n'a pu déployer sa pleine efficacité économique, notamment au profit des consommateurs concernés.

37. Il découle de ce qui précède que, au même titre que la mise en œuvre des règles de concurrence de l'Union par les autorités publiques (public enforcement), les actions en dommages et intérêts pour violation de ces règles (private enforcement) font partie intégrante du système de mise en œuvre desdites règles, qui vise à réprimer les comportements anticoncurrentiels des entreprises et à dissuader celles-ci de se livrer à de tels comportements [...] ».

5 Cet arrêt se prononce sur la notion d'« entreprise » en droit communautaire de la concurrence, également dans le domaine des actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles de concurrence de l'Union, et, plus particulièrement, sur la notion « d'unité de comportement sur le marché » au sein d'un groupe de sociétés en tant que critère pertinent pour l'application des règles du droit de la concurrence :

« 39. Or, il ressort du libellé de l'article 101, paragraphe 1, TFUE que le choix des auteurs des traités a été d'utiliser cette notion d'« entreprise » pour désigner l'auteur d'une infraction au droit de la concurrence, susceptible d'être sanctionné en

application de cette disposition, et non d'autres notions telles que celles de "société" ou de "personne morale". Le législateur de l'Union a également retenu la notion d'"entreprise" à l'article 23, paragraphe 2, du règlement n° 1/2003 pour définir l'entité à laquelle la Commission peut infliger une amende pour sanctionner une infraction aux règles du droit de la concurrence de l'Union [...].

41. Ce faisant, le droit de la concurrence de l'Union, en visant les activités des entreprises, consacre comme critère décisif l'existence d'une unité de comportement sur le marché, sans que la séparation formelle entre diverses sociétés résultant de leur personnalité juridique distincte puisse s'opposer à une telle unité aux fins de l'application des règles de concurrence [...]. La notion d'"entreprise" comprend donc toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement, et désigne ainsi une unité économique même si, du point de vue juridique, cette unité économique est constituée de plusieurs personnes physiques ou morales [...]. Cette unité économique consiste en une organisation unitaire d'éléments personnels, matériels et immatériels poursuivant de façon durable un but économique déterminé, organisation pouvant concourir à commettre une infraction visée à l'article 101, paragraphe 1, TFUE [...].

43. Il ressort ainsi de la jurisprudence que le comportement d'une société filiale peut être imputé à la société mère notamment lorsque, bien qu'ayant une personnalité juridique distincte, cette société filiale ne détermine pas de façon autonome, au moment de la commission de l'infraction, son comportement sur le marché, mais applique pour l'essentiel les instructions qui lui sont données par la société mère, eu égard en particulier aux liens économiques, organisationnels et juridiques qui unissent ces deux entités juridiques, de sorte que, dans une telle situation, celles-ci font partie d'une même unité économique et, partant, forment une seule et même entreprise auteur du comportement infractionnel [...]. Lorsqu'il est établi que la société mère et sa filiale font partie d'une même unité économique et, partant, forment une seule entreprise, au sens de l'article 101 TFUE, c'est donc l'existence même de cette unité économique ayant commis l'infraction qui détermine, de façon décisive, la responsabilité de l'une ou l'autre société composant l'entreprise pour le comportement anticoncurrentiel de cette dernière. »

- 6 Au terme de ce raisonnement, la Cour a jugé dans cet arrêt que la partie lésée par une infraction au droit de la concurrence imputable à la société mère du groupe peut engager la responsabilité de la société filiale si certaines circonstances sont réunies :

« 51. Ainsi, dans des circonstances où l'existence d'une infraction à l'article 101, paragraphe 1, TFUE a été établie dans le chef d'une société mère, il est loisible à la victime de cette infraction de chercher à engager la responsabilité civile d'une société filiale de cette société mère plutôt que celle de la société mère, conformément à la jurisprudence citée au point 42 du présent arrêt. La responsabilité de cette société filiale ne peut toutefois être engagée que si la

victime prouve, soit en s'appuyant sur une décision adoptée au préalable par la Commission en application de l'article 101 TFUE, soit par tout autre moyen, en particulier lorsque la Commission est restée silencieuse sur ce point dans ladite décision ou n'a pas encore été amenée à adopter de décision, que, eu égard, d'une part, aux liens économiques, organisationnels et juridiques visés aux points 43 et 47 du présent arrêt et, d'autre part, à l'existence d'un lien concret entre l'activité économique de cette société filiale et l'objet de l'infraction dont la société mère a été tenue responsable, ladite filiale constituait avec sa société mère une unité économique.

52. Il ressort des considérations qui précèdent qu'une telle action en dommages et intérêts introduite à l'encontre d'une société filiale suppose que le requérant prouve, pour constater l'existence d'une unité économique entre une société mère et la société filiale au sens des points 41 et 46 du présent arrêt, les liens unissant ces sociétés mentionnés au point précédent de celui-ci, ainsi que le lien concret, visé au même point, entre l'activité économique de cette société filiale et l'objet de l'infraction dont la société mère a été tenue responsable. Ainsi, dans des circonstances telles que celles en cause au principal, la victime devrait établir, en principe, que l'accord anticoncurrentiel conclu par la société mère pour lequel celle-ci a été condamnée concerne les mêmes produits que ceux que commercialise la société filiale. Ce faisant, la victime démontre que c'est précisément l'unité économique dont relève la société filiale, ensemble avec sa société mère, qui constitue l'entreprise ayant effectivement commis l'infraction constatée préalablement par la Commission au titre de l'article 101, paragraphe 1, TFUE, conformément à la conception fonctionnelle de la notion d'"entreprise" retenue au point 46 du présent arrêt. »

- 7 L'article 5 du règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil, du 13 novembre 2007, relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (signification ou notification des actes), et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil (JO 2007, L 324, p. 79), dispose :

« Traduction de l'acte

1. Le requérant est avisé par l'entité d'origine à laquelle il remet l'acte aux fins de transmission que le destinataire peut refuser de l'accepter s'il n'est pas établi dans l'une des langues indiquées à l'article 8.

2. Le requérant prend en charge les éventuels frais de traduction préalables à la transmission de l'acte, sans préjudice d'une éventuelle décision ultérieure de la juridiction ou de l'autorité compétente sur la prise en charge de ces frais. »

- 8 L'article 9 du règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2020, relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (signification ou notification des actes) (refonte) (JO 2020, L 405, p. 40),

actuellement en vigueur et qui abroge le règlement n° 1393/2007, est rédigé dans des termes similaires.

- 9 L'article 45, paragraphe 1, sous b), du règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 12 décembre 2012, concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) (JO 2012, L 351, p. 1), dispose :

« 1. À la demande de toute partie intéressée, la reconnaissance d'une décision est refusée : [...]

- b) dans le cas où la décision a été rendue par défaut, si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été notifié ou signifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre, à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire ; [...]

- 9 La Cour a interprété, à la lumière de l'article 47 de la Charte, le système de signification et de notification aux autres États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, régi, à l'époque pertinente aux fins du présent renvoi préjudiciel, par le règlement n° 1393/2007, et a jugé que ce dernier vise à garantir, dans chaque cas concret, un juste équilibre entre les intérêts du requérant et ceux du défendeur, destinataire de l'acte, au moyen d'une conciliation des objectifs d'efficacité et de rapidité de la transmission des actes de procédure avec l'exigence d'assurer une protection adéquate des droits de la défense du destinataire de ces actes, et cela à travers, notamment, la garantie d'une réception réelle et effective de ces mêmes actes (arrêt du 2 mars 2017, Henderson, C-354/15, EU:C:2017:157, point 72). Cette réglementation vise à améliorer l'efficacité et la rapidité des procédures judiciaires et à assurer une bonne administration de la justice. Ces objectifs ne sauraient être atteints en affaiblissant, de quelque manière que ce soit, les droits de défense des destinataires de ces actes, qui dérivent du droit à un procès équitable, consacré aux articles 47, deuxième alinéa, de la Charte, et 6, paragraphe 1, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il s'ensuit que les juridictions nationales devront, dans chaque cas d'espèce, veiller à ce que les droits respectifs des parties concernées soient protégés de manière équilibrée, en mettant en balance l'objectif d'efficacité et de rapidité de la signification ou de la notification dans l'intérêt du requérant et celui de la protection effective des droits de la défense dans le chef du destinataire (arrêt du 16 septembre 2015, Alpha Bank Cyprus, C-519/13, EU:C:2015:603, points 24, 30 à 33, et 43).

- 10 L'article 52, paragraphe 3, de la Charte dispose :

« Dans la mesure où la présente Charte contient des droits correspondant à des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, leur sens et leur portée sont les mêmes

que ceux que leur confère ladite convention. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le droit de l'Union accorde une protection plus étendue. »

- 11 La Cour européenne des droits de l'homme a interprété l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, auquel correspond l'article 47 de la Charte, et a jugé que, pour garantir un accès effectif aux tribunaux, une simple possibilité formelle ou théorique, mais non pratique, d'intenter une action n'est pas suffisante. Selon cette jurisprudence, la possibilité d'introduire un recours ne doit pas être simplement « théorique ou illusoire ». La Cour EDH s'est prononcée en ce sens dans ses arrêts du 19 mars 1997, *Hornsby c/ Grèce* (CE:ECHR:1997:0319JUD001835791, points 40 et 41) et du 26 février 2002, *Del Sol c/ France* (CE:ECHR:2002:0226JUD004680099), point 21.

DEUXIEMEMENT. Le droit national espagnol

- 1 L'article 24 de la Constitution espagnole est libellé comme suit :
 - « 1. Toute personne a droit à la protection effective des juges et des tribunaux dans l'exercice de ses droits et intérêts légitimes, sans qu'il puisse jamais être porté atteinte à ses droits de défense.
 2. De même, toute personne a droit à une juridiction ordinaire établie préalablement par la loi, de se défendre et d'être assistée par un avocat, d'être informée de l'objet de la poursuite, à un procès public sans délais indus et avec toutes les garanties, d'utiliser les moyens de preuve pertinents pour se défendre, de ne pas déclarer contre soi-même, de ne pas s'avouer coupable et d'être présumée innocente. »
- 2 Le Tribunal Constitucional (Cour constitutionnelle) a rendu de nombreux arrêts interprétant cette règle, notamment en ce qui concerne la première assignation de la partie défenderesse à comparaître dans une procédure civile. Nous nous référerons plus loin aux décisions les plus pertinentes pour le présent renvoi préjudiciel.
- 3 L'article 155 de la LEC dispose, dans la mesure où il est pertinent aux fins du présent renvoi préjudiciel :

« Actes de communication avec les parties n'ayant pas encore comparu ou non représentées par un avoué. Domicile.

 1. Lorsque les parties ne sont pas représentées par un avoué ou lorsque la partie défenderesse est citée ou assignée à comparaître pour la première fois, les actes de communication sont remis au domicile des parties. [...]
 3. Aux fins des actes de communication, l'adresse qui figure au registre municipal de la population ou celle qui est enregistrée officiellement à d'autres

fins, ainsi que celle qui figure dans un registre officiel ou dans les publications des associations professionnelles lorsqu'il est question, respectivement, d'entreprises et autres entités ou de personnes exerçant une profession exigeant une affiliation professionnelle, peut être désignée comme domicile. À ces fins, le lieu d'exercice d'une activité professionnelle ou salariée non occasionnelle peut également être désigné comme domicile. [...]

Si la demande vise une personne morale, l'adresse de toute personne figurant comme administrateur, gérant ou mandataire de l'entreprise commerciale, ou comme président, membre ou gérant du conseil d'administration de toute association apparaissant dans un registre officiel, peut également être désignée comme domicile. »

4 L'article 510, paragraphe 1, point 4, de la LEC, dispose :

« 1. Un jugement définitif peut faire l'objet d'une révision : [...]

4°) Si le jugement a été injustement obtenu sous la contrainte, par violence ou par une manœuvre frauduleuse. »

5 La révision d'un jugement définitif injustement obtenu par le biais d'une manœuvre frauduleuse s'applique généralement aux cas dans lesquels la partie défenderesse n'a pas eu connaissance du litige et a été déclaré défaillante, parce que la partie requérante a agi de manière malveillante en communiquant au tribunal une adresse d'assignation ou de première citation de la partie défenderesse à laquelle il n'était pas possible que celle-ci ait connaissance de la procédure judiciaire, ou, à tout le moins, parce que la partie requérante n'a pas fait preuve d'une diligence raisonnable pour que la partie défenderesse soit assignée à une adresse à laquelle elle pouvait avoir connaissance de l'existence de la procédure afin d'y comparaître et de se défendre contre la demande. Il s'agit là du motif invoqué par AB Volvo pour demander la révision du jugement qui l'a condamnée à verser à Transsaqui S.L. une indemnité en réparation du préjudice causé par l'infraction au droit de la concurrence de l'Union.

6 Les articles 71 et 72 de la loi 15/2007, relative à la protection de la concurrence, prévoient ce qui suit :

« Article 71. Responsabilité pour les infractions au droit de la concurrence.

1. Les auteurs d'infractions au droit de la concurrence sont responsables des dommages et préjudices causés.

2. Aux fins du présent titre :

a) On entend par infraction au droit de la concurrence toute infraction aux articles 101 ou 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ou aux articles 1^{er} ou 2 de la présente loi.

- b) Les agissements d'une entreprise peuvent également être imputés aux entreprises ou personnes qui la contrôlent, sauf lorsque son comportement économique n'est déterminé par aucune d'entre elles. »

« Article 72 Droit à réparation intégrale

1. Toute personne physique ou morale ayant subi un préjudice causé par une infraction au droit de la concurrence a le droit de se retourner contre l'auteur de l'infraction et d'obtenir une réparation intégrale devant les juridictions civiles ordinaires.

2. La réparation intégrale du préjudice consiste à replacer une personne ayant subi un tel préjudice dans la situation où elle aurait été si l'infraction au droit de la concurrence n'avait pas été commise. Elle couvre dès lors le droit à une réparation du dommage réel et du manque à gagner, ainsi que le paiement d'intérêts.

3. La réparation intégrale n'entraîne pas de réparation excessive, que ce soit au moyen de dommages et intérêts punitifs ou multiples ou d'autres types de dommages et intérêts. »

- 7 Par son recours dirigé contre AB Volvo, Transsaqui S.L. a mis en œuvre les actions basées sur ces dispositions.

TROISIÈMEMENT. Litiges relatifs à l'indemnisation des préjudices causés en Espagne par l'entente des camions

- 1 À la suite de la publication de la décision de la Commission, des milliers de litiges ont été introduits en Espagne par des acheteurs de camions visés par ladite décision, qui ont exercé les actions en réparation du préjudice causé par l'infraction au droit de la concurrence constatée et sanctionnée. Une étude statistique récemment publiée indique que, pour la seule année 2021, les Cours provinciales ont rendu 563 arrêts en degré d'appel dans cette matière et les tribunaux de commerce plus de 2 300 décisions, l'augmentation étant exponentielle en 2022. Au 15 juillet 2022, la Cour de cassation avait enregistré 753 pourvois sur cette question.
- 2 Dans la quasi-totalité des affaires introduites en Espagne, la partie requérante est une personne physique ou une PME qui a acheté un très petit nombre de camions pendant la période de fonctionnement de l'entente. La demande à l'origine du présent litige en est une bonne illustration, puisqu'elle vise à obtenir une indemnisation pour l'achat de deux camions. Une récente étude statistique indique que, dans 25 % des cas (et il y en a des milliers), la demande vise à obtenir une indemnisation pour l'achat d'un seul camion.
3. En raison de ce nombre élevé de litiges, les entreprises dont la conduite a été sanctionnée par la décision de la Commission ont engagé de grands cabinets d'avocats en Espagne pour les défendre dans ces procès.

- 4 La valeur de la plupart des demandes n'étant dans la majorité des cas pas très élevée (en l'occurrence, un peu plus de 24 000 euros), les coûts de traduction du recours et, le cas échéant, de certains des documents qui l'accompagnent, sont proportionnellement très élevés. Dans la procédure au principal dont découle le présent renvoi préjudiciel, la requête compte 42 pages. Dans l'hypothèse où le contenu de la requête serait jugé insuffisant pour permettre à la partie défenderesse de faire valoir ses droits au motif que certains éléments essentiels relatifs à la demande se trouvent dans les annexes (par exemple, dans le rapport d'expertise détaillé joint à la requête), la documentation à traduire serait beaucoup plus volumineuse (arrêt du 8 mai 2008, Weiss und Partner, C-14/07, EU:C:2008:264, points 64, 76 et 78). À cela s'ajoutent d'autres frais, outre ceux correspondant à l'avocat et à l'avoué qui sont de manière générale nécessaires dans tout litige, tels que les frais correspondant au rapport d'expertise qui doit être joint dans ce type de recours.
- 5 Afin d'éviter les coûts de traduction d'une documentation si volumineuse (dont les grandes lignes sont déjà connues de la société défenderesse en raison d'actions antérieures) et l'allongement des délais qu'impliquent les demandes de coopération judiciaire internationale pour la signification ou la notification d'actes judiciaires dans d'autres États membres, lorsque la demande est dirigée contre des sociétés mères domiciliées dans d'autres États membres (aucune des sociétés mères sanctionnées par la Commission n'a son siège social en Espagne), les parties requérantes demandent souvent que l'assignation à comparaître soit signifiée au domicile de la filiale espagnole de la société mère défenderesse. Tel est le cas dans le présent litige, où la partie défenderesse est la société mère, AB Volvo, domiciliée en Suède, et où la partie requérante a demandé que la signification soit faite à l'adresse de sa filiale en Espagne, Volvo Group España S.A.U.
- 6 Les juridictions espagnoles n'ont pas répondu à cette problématique de manière uniforme. Certains ont rejeté la demande des parties requérantes au motif que la société mère défenderesse devait être assignée à comparaître à son siège social dans un autre État membre, de sorte que, si la partie requérante souhaitait voir la procédure se poursuivre, elle devait fournir une traduction de la requête et, le cas échéant, des documents annexés à celle-ci. Toutefois, d'autres juridictions ont accepté la demande de la partie requérante et ont tenté de signifier l'assignation à comparaître au domicile de la filiale en Espagne, en considérant qu'il s'agissait d'un moyen raisonnablement sûr d'informer la société mère défenderesse de la procédure judiciaire et de faire parvenir les documents à ladite société (et, en particulier, au cabinet d'avocats qui la défendait en Espagne contre les nombreuses actions similaires qui lui avaient déjà été signifiées) sans que la partie requérante ait à déboursier des sommes importantes.
- 7 Les filiales espagnoles des sociétés mères défenderesses ont généralement refusé de recevoir les documents et de permettre la signification de l'assignation à comparaître à leur domicile. Elles n'ont pas fait valoir l'absence des circonstances qui, selon la jurisprudence de la Cour, déterminent qu'elles constituent une seule

et même entreprise avec la société mère aux fins du droit de la concurrence, mais ont en général indiqué que leur personnalité juridique était différente de celle de la société mère, qu'elles n'étaient pas des administrateurs de cette société mère, qu'elles n'avaient pas reçu mandat de la société mère pour recevoir ces documents, et que le droit de la procédure espagnol prévoit que la signification doit être effectuée au domicile de la partie défenderesse. Ces filiales espagnoles ont par ailleurs exigé que l'assignation soit signifiée à la société mère à son domicile dans un autre État membre, selon les modalités prévues par le règlement n° 1393/2007, et que la requête, ainsi que, dans certains cas, les documents qui l'accompagnent, soient traduits dans la langue de l'État de destination ou y soient acceptés aux fins de ce règlement. Dans certains cas, la signification a été tentée par l'intermédiaire de l'avoué qui représente la société mère concernée dans d'autres procédures de même nature, pendantes devant la même juridiction, et dans lesquelles ladite société mère est assistée par le cabinet espagnol chargé de la défendre dans ces litiges, mais l'avoué de la société mère a refusé d'accepter cette signification ainsi que cette remise de documents.

- 8 Tel a été le cas dans la présente affaire. Le tribunal de commerce a tenté d'assigner et de signifier tous les actes de procédure à la société mère défenderesse à l'adresse de la filiale en Espagne. Dans certains cas, cette dernière a refusé de recevoir la notification et, dans d'autres cas où elle l'a reçue, elle a immédiatement renvoyé les documents à la juridiction en indiquant son refus de recevoir une telle notification. Pour justifier ce comportement, la filiale (Volvo Group España S.A.U.) n'a pas nié faire partie du groupe dont AB Volvo est la société mère, ni prétendu qu'elle ignorait les instructions de la société mère ou qu'elle était étrangère à l'activité commerciale dans le cadre de laquelle l'infraction au droit de la concurrence a été commise. La filiale a simplement fait valoir que sa personnalité juridique était différente de celle de la société mère et qu'elle n'avait pas été autorisée par la société mère à recevoir la documentation.
- 9 Lorsqu'une juridiction a considéré que l'assignation à comparaître avait été valablement signifiée à l'adresse de la filiale espagnole (ou avait à tout le moins été tentée et refusée) et a déclaré la société mère défaillante faute de comparution à la procédure, il est fréquemment arrivé, une fois le litige clos, que la société mère se déclare informée du jugement ou de ses actes d'exécution et cherche à annuler la procédure de diverses manières. La Cour de céans a été saisie de plusieurs demandes de révision d'un jugement définitif pour cause de manœuvre frauduleuse, destinées à faire annuler la décision rendue contre la société mère dans des circonstances similaires à celles du présent litige. Faire droit à de telles demandes entraînerait l'annulation du jugement et la procédure devrait être recommencée en envoyant les documents dans un autre État membre selon les modalités prévues par le règlement n° 1393/2007 pour assigner la société mère.
- 10 En d'autres occasions, la société mère, qui avait échoué à obtenir l'annulation de la procédure par l'une des voies qui permettent de la demander devant la juridiction ordinaire, a introduit un recours pour violation des droits et libertés fondamentaux devant le Tribunal Constitucional (Cour constitutionnelle).

- 11 Le Tribunal Constitucional (Cour constitutionnelle) a accueilli les recours de ce type introduits par la société mère. Dans l'arrêt 179/2021, du 25 octobre 2021, ES :TC :2021:179, le Tribunal Constitucional (Cour constitutionnelle) a considéré que le droit à un recours juridictionnel effectif de la société Iveco S.p.A. avait été violé car l'assignation n'avait pas été signifiée au siège de cette société, situé en Italie, mais à celui de l'avoué qui la représentait dans d'autres litiges de même nature pendants devant la même juridiction espagnole. L'avoué disposait d'un mandat ad litem accordée par Iveco S.p.A., qui l'autorisait à recevoir les assignations, mais a refusé de recevoir la requête et a indiqué que l'assignation devait être signifiée en Italie. Dans l'arrêt 91/2022 du 11 juillet 2022, ES :TC :2022:91 (rendu après que la Cour de céans ait déjà entendu les parties sur l'opportunité d'un renvoi préjudiciel), le Tribunal Constitucional (Cour constitutionnelle) a jugé que le droit à un recours juridictionnel effectif de la société Iveco S.p.A. avait été violé parce que, dans un autre litige fondé sur une infraction au droit de la concurrence, la signification n'avait pas été faite au siège de cette société, qui se trouvait en Italie, mais avait été tentée au siège de sa filiale en Espagne, Iveco España, S.L., qui avait refusé l'assignation au motif que sa personnalité juridique était différente de celle de sa société mère.

QUATRIÈMEMENT. Le droit à un recours juridictionnel effectif de la société mère défenderesse, lorsqu'elle est assignée à comparaître au domicile d'une filiale établie dans l'État membre d'introduction de l'action, et le droit à un recours juridictionnel effectif de la personne affectée par le comportement des membres de l'entente.

- 1 La Cour de céans se demande si l'interprétation de l'article 47 de la Charte, combiné à l'article 101 TFUE, s'oppose ou non à ce qu'une assignation à comparaître destinée à une société mère soit signifiée au domicile espagnol d'une société filiale, alors que cette dernière ne fait valoir aucune circonstance qui exclurait l'unité d'entreprise entre les deux sociétés aux fins du droit de la concurrence.
- 2 Exiger, dans de tels cas, que la signification ou la notification soit effectuée au siège de la société mère, dans un autre État membre, impliquerait qu'une requête généralement longue et, le cas échéant, des documents complémentaires doivent être traduits vers une autre langue, avec les coûts élevés que cela implique. Ces coûts, combinés à l'allongement des délais lié à l'envoi d'une demande de coopération judiciaire à un autre État membre, pourraient déboucher sur un comportement qui compliquerait ou entraverait gravement l'exercice du droit à un recours juridictionnel effectif des personnes lésées par les agissements de l'entente dite « des camions » et qui porterait gravement atteinte à l'effet utile de l'article 101 TFUE, puisqu'il pourrait dissuader de nombreuses personnes lésées de demander réparation du préjudice qu'elles estiment avoir subi du fait de l'infraction au droit de la concurrence.

- 3 Dans des circonstances telles que celles décrites, dans lesquelles la plupart des parties requérantes des litiges relatifs à l'entente dite « des camions » sont des PME qui formulent des demandes d'un montant peu élevé, l'obligation de déboursier au début du litige des sommes d'argent très élevées (si on les compare à l'indemnité réclamée) afin de traduire la demande et, le cas échéant, les pièces annexes, peut représenter un véritable obstacle au droit à un recours juridictionnel effectif que l'effet utile de l'article 101 TFUE exige pour les personnes lésées par des infractions au droit de la concurrence. Lors de l'audience tenue dans le cadre de la procédure de révision, l'avocat de Transsaqui S. L. a fait valoir que sa cliente, qui est une petite entreprise de transport routier de marchandises touchée par la crise économique, n'aurait pas été en mesure d'intenter l'action en réparation du préjudice causé par les agissements des membres de l'entente si elle avait dû payer les frais de traduction.
- 4 Un autre élément pertinent qu'il convient de garder à l'esprit tient au fait que, sauf s'il est intégralement fait droit à sa demande, la partie requérante ne récupérera pas les frais de procédure engagés pour introduire son action (tels que les frais de traduction de la documentation ou les droits et honoraires de l'avoué, de l'avocat et de l'expert), car la condamnation aux dépens est régie, dans le droit de la procédure civile espagnol, par le principe voulant que ceux-ci soient supportés par la partie qui succombe (article 394, paragraphe 2, de la LEC). Dans ce type de litige, où il est souvent nécessaire de recourir à des estimations (article 17, paragraphe 1, de la directive 2014/104) pour déterminer l'indemnité, il arrive fréquemment que la demande ne soit pas intégralement accueillie et, par conséquent, qu'il n'y ait pas de condamnation aux dépens. Cette problématique fait l'objet du recours préjudiciel C-312/21 pendant devant la Cour.
- 5 À l'opposé de ce qui vient d'être exposé, il n'apparaît pas qu'une société mère tire des avantages substantiel de la signification d'une assignation à comparaître effectuée à son siège social situé dans un autre État membre. En effet, la défense dans le cadre du litige n'est pas réalisée dans l'État de son siège social et est au contraire centralisée auprès d'importants cabinets d'avocats en Espagne, qui traitent des centaines voire des milliers de litiges en la matière et maîtrisent, en toute logique, la documentation rédigée en espagnol, étant entendu que la société filiale peut rapidement et plus facilement leur faire parvenir cette documentation, puisqu'ils sont établis dans le même État.
- 6 L'on pourrait donc considérer que l'équilibre entre le droit à un recours juridictionnel effectif de la partie requérante et le droit à un recours juridictionnel effectif de la partie défenderesse serait sérieusement rompu si la partie requérante devait payer la traduction de documents qui ne sont d'aucune utilité pratique pour la société défenderesse. En outre, la notification des actes dans un autre État membre implique un allongement de délai qui n'est justifié que lorsque la signification ou la notification à un domicile situé dans l'État d'origine du litige empêcherait la partie défenderesse de prendre effectivement connaissance du litige compte tenu des circonstances.

- 7 Par ailleurs, il est paradoxal que, selon la jurisprudence de la Cour, la personne lésée par une infraction au droit de la concurrence puisse se retourner contre une société filiale et que celle-ci puisse être condamnée pour le comportement de la société mère (toutes deux étant considérées, à ces fins, comme une seule et même entreprise), mais que la société filiale ne puisse pas se voir signifier l'assignation à comparaître et les actes de la procédure judiciaire visant directement la société mère, avec laquelle elle forme une seule et même entreprise aux fins des comportements soumis à l'appréciation du juge dans le cadre du litige en question. Si la société filiale à l'adresse de laquelle la signification de l'assignation à comparaître est tentée ne démontre pas une quelconque circonstance faisant obstacle à l'existence d'une unité d'entreprise, il semble légitime que le juge puisse considérer de manière motivée qu'une telle unité d'entreprise existe.

CINQUIÈMEMENT. Le niveau de protection établi par le Tribunal Constitucional (Cour constitutionnelle)

- 1 Dans ses observations sur la pertinence du renvoi préjudiciel, AB Volvo a fait valoir que, même à considérer qu'il est conforme aux exigences de l'article 47 de la Charte de signifier l'assignation à comparaître destinée à la société mère à l'adresse de la filiale dans l'État membre où le litige est jugé, il faut admettre que l'ordre juridique d'un État membre peut prévoir un niveau de protection des droits fondamentaux supérieur à celui qui résulte de la Charte. Par conséquent, AB Volvo estime que, si le Tribunal Constitucional (Cour constitutionnelle) a interprété l'article 24 de la Constitution espagnole en ce sens qu'il instaure un niveau de protection juridictionnelle effective de la société mère plus exigeant que celui qui pourrait résulter de l'article 47 de la Charte en ce qui concerne son assignation à comparaître à la procédure et à répondre à la demande, ce niveau de protection plus élevée doit être respectée.
- 2 Il est vrai que l'article 53 de la Charte prévoit qu'aucune disposition de celle-ci ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par les constitutions des États membres. AB Volvo déduit de cette disposition que, si l'ordre constitutionnel d'un État membre prévoit un niveau de protection du droit à un recours juridictionnel effectif plus élevé que le niveau minimal de protection résultant de la Charte, l'on peut considérer que ce niveau de protection plus élevé doit être respecté lorsque l'ordre juridique de cet État membre s'applique.
- 3 La Cour de céans doute que l'application de l'article 53 de la Charte puisse justifier une protection théoriquement plus élevée du droit à un recours juridictionnel effectif de la société mère au prix d'une entrave sérieuse posée au droit à un recours juridictionnel effectif de la personne lésée par l'entente, à l'effet utile de l'article 101 TFUE, et à la protection corrélative des droits qui découlent de cette disposition pour les personnes lésées par une infraction au droit de la concurrence. Le droit à un procès équitable consacré à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales

présuppose non seulement une possibilité théorique de demander la protection judiciaire des droits, mais aussi que cette possibilité soit réelle et effective, sans obstacles qui la rendent excessivement difficile, et cette prémisse doit s'appliquer non seulement à la partie défenderesse, mais aussi à la partie requérante.

- 4 Par conséquent, ce niveau de protection plus élevé du droit fondamental à un recours juridictionnel effectif invoqué par AB Volvo pourrait conduire à une moindre protection du droit à un recours juridictionnel effectif de la personne affectée par le comportement interdit par l'article 101 TFUE, cette dernière protection pouvant même être inférieure au niveau minimum requis par l'article 47 de la Charte, ce qui pourrait compromettre la primauté du droit de l'Union en entravant l'effet utile de l'article 101 TFUE. Sur cette question, la Cour de céans considère que la jurisprudence établie aux points 55 et suivants de l'arrêt du 26 février 2013, Melloni (C-399/11, EU:C:2013:107), est pertinente.

SIXIÈMEMENT. Justification du renvoi préjudiciel

- 1 Les divergences d'interprétation dans une matière relevant du droit de l'Union ne surviennent pas seulement entre différentes juridictions en Espagne.
2. Cette interprétation non uniforme est également susceptible d'affecter les juridictions des autres États membres saisies d'une demande d'exécution d'une décision rendue par une juridiction espagnole, lorsqu'une partie requérante a tenté de signifier l'assignation à comparaître d'une société mère au domicile de sa filiale en Espagne, que la société mère est demeurée défailante, et qu'elle invoque, devant la juridiction saisie de la demande d'exécution de la décision espagnole, le motif de refus prévu à l'article 45, paragraphe 1, sous b), du règlement n° 1215/2012, c'est-à-dire le fait que la procédure a été menée par défaut et que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été notifié ou signifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre.

DISPOSITIF

LA CHAMBRE DE CÉANS DÉCIDE : Eu égard à ce qui précède, la première chambre du Tribunal Supremo (Cour suprême, Espagne), chargée des affaires civiles, décide de saisir la Cour de justice de l'Union européenne des questions préjudicielles suivantes :

1. Dans les circonstances du contentieux relatif à l'entente dite « des camions » décrites dans la présente décision, l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lu en combinaison avec l'article 101 TFUE, peut-il être interprété en ce sens qu'une société mère, visée par une action en réparation du préjudice causé par une pratique restrictive de la concurrence, est valablement assignée à comparaître lorsque la signification (ou la tentative de signification) de l'acte introductif d'instance a été effectuée à l'adresse de la société

filiale, domiciliée dans l'État où la procédure judiciaire est intentée, et que la société mère, domiciliée dans un autre État membre, n'a pas comparu à la procédure et est demeurée défaillante ?

2. En cas de réponse affirmative à la question précédente, cette interprétation de l'article 47 de la Charte est-elle compatible avec l'article 53 de la Charte, à la lumière de la jurisprudence du Tribunal Constitucional (Cour constitutionnelle, Espagne) relative à l'assignation à comparaître des sociétés mères domiciliées dans un autre État membre dans le cadre des litiges relatifs à l'entente dite « des camions » ?

[OMISSIS]

[Formules procédurales finales et signatures]

DOCUMENT DE TRAVAIL